



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des Services de l'État**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022

autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter une installation de transit, concassage et traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de Maisoncelles-en-Brie (77 580)

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du président de la République du 14 mai 2019 portant nomination de Monsieur Cyrille LE-VÉLY, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

Vu le décret du président de la République du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, Préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de béton prêt à l'emploi, soumises à déclaration sous la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°21/BC/152 du 21 octobre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Cyrille LE-VÉLY, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne, et organisant sa suppléance ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2021/52/DCSE/BPE/IC du 21 octobre 2021 portant ouverture et organisation d'une enquête publique environnementale relative à la demande d'autorisation environnementale présentée par la société « WIAME RM » visant l'extension de l'installation de transit, concassage et traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de Maisoncelles-en-Brie (77 580) ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 Code de l'environnement ;

Vu les avis des services consultés en application de l'article L.181-17-1 du Code de l'environnement, notamment l'avis des Services d'Incendie et de Secours du 16 mars 2021 ;

Vu l'avis délibéré du 25 mars 2021 de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France sur le projet porté par la société « WIAME RM » d'extension d'une plateforme de transit et de traitement de matériaux située à Maisoncelles-en-Brie (77 580) ;

Vu le mémoire de la société « WIAME RM » en date du 18 mai 2021 en réponse à l'avis délibéré du 25 mars 2021 de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France ;

Vu le rapport de recevabilité du 8 octobre 2021 de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France, clôturant la phase d'examen du dossier ;

Vu la décision n° E 21 0000 92 /77 du 15 octobre 2021 du président du tribunal administratif de Melun désignant un commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique environnementale ;

Vu la consultation des conseils municipaux des communes de Maisoncelles-en-Brie, siège de l'enquête et de Crécy-la-Chapelle, Giremoutiers, Guérard, Mouroux et Pommeuse, comprises dans le rayon de 2 kilomètres autour du site projeté, déterminé conformément à la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public dans ces communes ;

Vu les publications de cet avis dans deux journaux locaux diffusés en Seine-et-Marne les 03 novembre et 24 novembre 2021 ;

Vu les registres d'enquête « papier » et « électronique » et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'avis favorable des conseils municipaux des communes de Maisoncelles-en-Brie du 16 novembre 2021, Mouroux du 26 novembre 2021, Pommeuse du 02 décembre 2021 et Crécy-la-Chapelle du 14 décembre 2021 ;

Vu l'avis réputé favorable des conseils municipaux des communes de Giremontiers et Guérard en l'absence de délibération de leur part ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne ;

Vu le rapport du commissaire enquêteur du 11 janvier 2022 ;

Vu l'avis du 17 mars 2022 du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 22 mars 2022 à la connaissance du demandeur ;

Vu le courriel du 01 avril 2022 du cabinet GREUZAT, bureau d'études présentant des observations sur ce document ;

Considérant la demande d'autorisation environnementale déposée le 14 juin 2017 par la société « WIAME RM », au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, et complétée les 25 octobre 2017, 13 février, 10 septembre et 21 décembre 2018, 6 mars et 23 juillet 2019, 30 décembre 2020 et 8 juin 2021, visant la réalisation d'un projet d'extension de l'installation de transit, concassage et traitement de déchets issus du BTP située Étang Morillas, sur le territoire de la commune de Maisoncelles-en-Brie (77 580) ;

Considérant que l'installation est assujettie à autorisation, conformément aux rubriques 2710-1-a et 2791-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, permettent de limiter les inconvénients et dangers de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Livre V du Code de l'environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société « WIAME RM », dont le siège social est situé Étang Morillas à Maisoncelles-en-Brie (77 580), est autorisée à étendre et exploiter son site situé Étang Morillas à Maisoncelles-en-Brie (77 580), selon les prescriptions mentionnées dans l'annexe jointe.

Article 2 – Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du Code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Article 3 – Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 – Surveillance

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 5 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 6 – Information des tiers (article R.181-44 du code de l'environnement)

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée en mairie de Maisoncelles-en-Brie, où elle peut être consultée.

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Maisoncelles-en-Brie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé en Préfecture (Direction de la coordination des services de l'État – Bureau des procédures environnementales – 12, rue des Saints-Pères – 77 010 MELUN Cedex) par les soins du maire de Maisoncelles-en-Brie.

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal, départemental ou régional et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38.

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 7 - Exécution

- le secrétaire général de la préfecture,
- le sous-préfet de Meaux,
- le maire de Maisoncelles-en-Brie,
- la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France,
- la cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à la société « WIAME RM », sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 12 avril 2022

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la préfecture,



Cyril LE-VÉLY

Destinataires d'une copie :

- Mme Émilie WIAME, Directrice de la société «WIAME RM »
- Monsieur le directeur du Service départemental d'incendie et de secours de Seine-et-Marne
- Messieurs les maires de Maisoncelles-en-Brie, Crécy-la-Chapelle, Giremoutiers, Guérard, Mouroux et Pommeuse
- Monsieur le sous-préfet de Meaux
- Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (service nature, paysages, ressources)
- Madame la cheffe de l'Unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France
- Monsieur le directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne (STAC et SEPR)
- Madame la directrice de la délégation départementale de Seine-et-Marne de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France
- Madame la cheffe du Service interministériel de défense et de protection civiles (cabinet du préfet de Seine-et-Marne)

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun - 43 rue du Général de Gaulle - 77 000 - MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et
traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de
Maisoncelles-en-Brie (77 580)

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	3
ARTICLE 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	3
ARTICLE 1.2 - Nature des installations.....	4
ARTICLE 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	6
ARTICLE 1.4 - Durée de l'autorisation.....	6
ARTICLE 1.5 - Modification et/ou cessation d'activité.....	6
ARTICLE 1.6 - Garanties financières.....	7
ARTICLE 1.7 - Implantation.....	7
ARTICLE 1.8 - Documents tenus a la disposition de l'inspection.....	8
ARTICLE 1.9 - Objectifs généraux.....	8
ARTICLE 1.10 - Consignes.....	9
TITRE 2 - RÈGLES D'AMÉNAGEMENT DU SITE.....	10
ARTICLE 2.1 - Identification de l'établissement.....	10
ARTICLE 2.2 - Imperméabilisation du sol.....	10
ARTICLE 2.3 - Accès à l'établissement.....	10
ARTICLE 2.4 - Gestion des installations.....	10
ARTICLE 2.5 - Transports, chargement, déchargements.....	11
TITRE 3 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR.....	12
ARTICLE 3.1 - Principes généraux.....	12
ARTICLE 3.2 - Identification des sources de pollution de l'air.....	12
ARTICLE 3.3 - Limitation des rejets.....	12
ARTICLE 3.4 - Surveillance, contrôles.....	13
ARTICLE 3.5 - Odeurs.....	13
ARTICLE 3.6 - Stockages et manipulations de produits pulvérulents.....	13
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	14
ARTICLE 4.1 - Principes généraux.....	14
ARTICLE 4.2 - Prélèvements d'eau, forages et consommations d'eau.....	14
ARTICLE 4.3 - Conception, gestion des réseaux d'eaux et point de rejet.....	15
ARTICLE 4.4 - Prévention des pollutions accidentelles.....	16
ARTICLE 4.5 - Contrôle de la qualité des eaux de rejet.....	17
TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE.....	19
ARTICLE 5.1 - Limitation des niveaux de bruit.....	19
ARTICLE 5.2 - Mesures périodiques des niveaux sonores.....	19
ARTICLE 5.3 - Nuisances vibratoires.....	20
ARTICLE 5.4 - Limitation des émissions lumineuses.....	20
ARTICLE 5.5 - Protection de la biodiversité – propreté.....	20
ARTICLE 5.6 - Risque légionelles.....	20
TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES.....	21
ARTICLE 6.1 - Conception des installations.....	21
ARTICLE 6.2 - Dispositifs et mesures de prévention des accidents.....	24
ARTICLE 6.3 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	25
TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS.....	27
ARTICLE 7.1 - Conformités aux plans d'élimination des déchets.....	27
ARTICLE 7.2 - Organisation.....	27
ARTICLE 7.3 - Stockage des déchets.....	27
ARTICLE 7.4 - Traitement des déchets.....	28
ARTICLE 7.5 - Registres relatifs au traitement des déchets dangereux.....	28
TITRE 8 - IMPLANTATION ET AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL DES INSTALLATIONS.....	29
ARTICLE 8.1 - Admission des déchets.....	29
ARTICLE 8.2 - Implantation et séparation des zones de déchargement.....	29
ARTICLE 8.3 - Réception de déchets radioactifs.....	30

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et
traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de
Maisoncelles-en-Brie (77 580)

ARTICLE 8.4 - Déchets interdits.....	30
TITRE 9 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA PLATEFORME DE TRANSIT DE DÉCHETS D'AMIANTE ET DE DEEE.....	31
ARTICLE 9.1 - Origine et quantité de déchets admissibles – volumétrie de la zone de stockage – durée prévisionnelle d'exploitations.....	31
ARTICLE 9.2 - Critères et procédure d'acceptation des déchets dangereux.....	31
ARTICLE 9.3 - Aménagement de la zone de stockages.....	32
ARTICLE 9.4 - Règles d'exploitations.....	32
TITRE 10 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'INSTALLATION DE TRAITEMENT DE DÉCHETS VERTS ET DE TERRES NON INERTES NON DANGEREUSES.....	33
ARTICLE 10.1 - Origine et quantité de déchets admissibles – volumétrie de la zone de stockage.....	33
ARTICLE 10.2 - Critères et procédure d'acceptation des déchets non dangereux.....	33
ARTICLE 10.3 - Aménagement des zones de traitement des déchets non dangereux.....	33
ARTICLE 10.4 - Règles d'exploitations.....	34
TITRE 11 - BILANS PÉRIODIQUES.....	35
ARTICLE 11.1 - Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.....	35
ARTICLE 11.2 - Bilan annuel d'activité.....	35
ARTICLE 11.3 - Information du public.....	35

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La SARL WIAME RM, SIRET 802 863 563 00 010, dont le siège social est situé au lieu-dit Étang Morillas, 77 580 Maisoncelles-en-Brie est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Maisoncelles-en-Brie, au lieu-dit Étang Morillas (coordonnées Lambert 93 X= 699950 et Y= 6860910), les installations détaillées dans les articles suivants.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Maisoncelles-en-Brie	358	Étang Morillas

La surface de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation est de 43 000 m² pour une surface totale du site de 44 500 m². Ceux-ci se déclinent en différentes tranches :

N° de tranche	Surface de travaux	Dates prévisionnelles de démarrage	Parcelles concernées
1	18 000 m ²	1 ^{er} avril 2022	358
2	6 000 m ²	1 ^{er} septembre 2022	358
3	9 000 m ²	15 décembre 2022	358
4	4 000 m ²	7 août 2023	358
5	6 000 m ²	31 décembre 2023	358

ARTICLE 1.1.2 - PORTÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

ARTICLE 1.1.3 - INSTALLATIONS VISÉES PAR LA NOMENCLATURE ET SOUMISES À DÉCLARATION, ENREGISTREMENT OU AUTORISATION

- Sauf dispositions particulières visées aux titres 9 et 10 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques 2515-1-c, 2517-1, 2710-2-b, 2716-1, 2794-1, 2518-b, 2713-2, 2714-2, également applicables.
- Conformément à l'article R. 512-50 II : les dispositions des arrêtés relatifs aux prescriptions générales prévus à l'article L. 512-10 sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et
traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de
Maisoncelles-en-Brie (77 580)

- Les arrêtés relatifs aux prescriptions générales des installations classées soumises à enregistrement s'appliquent quelles que soient les prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2710-1-a	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 7 t	Amiante liée : 42 t DEEE : 2 t	44 t	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Broyage de déchets verts : quantité maximale traitée : 560 t/j Traitement terres non dangereuses non inertes : quantité maximale traitée : 500 t/j	1 060 t/j	A
2515-1-c	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. 1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) supérieure à 200 kW.	Concasseur : 372 kW Crible : 95 kW Traitement par lavage : 540 kW Centrale à blanc : 114 kW Parc machine : 266, 160 et 129 kW	Puissance maximale totale : 1 676 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieur à 10 000 m².		Surface totale : 13 000 m²	E
2710-2-b	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) supérieure ou égale à 300 m³.	Déchets verts : 200 m³ DIB : 300 m³ Déchets plâtre : 30 m³ Plastiques : 30 m³ Métaux-ferrailles : 50 m³ Bois : 100 m³ Verre : 10 m³ Pneumatiques : 30 m³	Volume total : 750 m³	E

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et
traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de
Maisoncelles-en-Brie (77 580)

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2716-1	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³.	Terres non dangereuses non inertes.	Volume maximal : 5 000 m³	E
2794-1	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieur ou égale à 30 t/j.	Campagnes de broyage de déchets végétaux non dangereux	30 t/j	E
2518-b	Installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522. La capacité de malaxage étant : b) inférieure ou égale à 3 m³.	Malaxage	Capacité de malaxage : 1,5 m³	D
2713-2	Installation de transit, regroupement ou tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou déchets de métaux non dangereux, d'alliages de métaux ou de déchet d'alliages de métaux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 2. Supérieur ou égale à 100 m² et inférieur à 1 000 m².	Stockage des ferrailles à béton	Surface : 170 m²	D
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	DIB : 300 m³ Déchets plâtre : 30 m³ Plastiques : 30 m³ Bois : 100 m³ Verre : 10 m³ Pneumatiques : 30 m³	Volume total : 500 m³	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Rubrique IOTA	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Forage inférieur à 50 m pour couvrir une partie des besoins en eau du process (Forage déjà réalisé)	-	D

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et
traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de
Maisoncelles-en-Brie (77 580)

Rubrique IOTA	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé. Le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m³/ an mais inférieur à 200 000 m³/ an.	Volume annuel prélevé estimé au maximum à environ 64 000 m³/an	64 000 m³/an	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	Bassin versant des eaux pluviales du projet correspondant au site lui-même d'environ 4,4 ha et bassin versant amont intercepté d'environ 2,2 ha.	D

(*) A (autorisation), D (Déclaration)

Nota: Les installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés dans le tableau supra ont fait l'objet d'une déclaration au titre de la loi sur l'eau parallèlement à la présente autorisation environnementale. Ils sont couverts et réglementés par le récépissé de déclaration du 12 octobre 2020.

ARTICLE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation du 14 juin 2017, complété les 25 octobre 2017, 13 février 2018, 10 septembre 2018, 21 décembre 2018, 6 mars 2019, 23 juillet 2019, 30 décembre 2020 et 8 juin 2021 et le dossier consolidé déposé le 06 novembre 2021. En tout état de cause, il respecte par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

ARTICLE 1.4 - DURÉE DE L'AUTORISATION

En application des articles L. 181-21, L 181-28 et L 515-1 du Code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 3 années à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 1.5 - MODIFICATION ET/OU CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.5.1 - PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de Maisoncelles-en-Brie (77 580)

ARTICLE 1.5.2 - CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage réservé aux activités artisanales de toute nature, ainsi qu'aux services, commerces, bureaux et autres activités économiques.

La mise à l'arrêt définitif et la remise en état des installations sont en tout état de cause réalisées conformément aux prescriptions prévues par les articles L.512-6-1 et R.512-39-1 et suivants du Code de l'environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette l'usage futur du site déterminé ci-dessus.

ARTICLE 1.5.3 - ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations.

Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Les installations désaffectées, ou non utilisées temporairement, sont également débarrassées de tout stock de produits dangereux.

ARTICLE 1.6 - GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.6.1 - MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour les rubriques suivantes : 2791-1 et 2710-1-a.

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 416 344,90 € TTC.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 de 118,80 sur base 2010, paru au JO le 18 février 2022, et un taux de TVA de 20 %.

ARTICLE 1.6.2 - ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant adresse au Préfet, avant la mise en exploitation des nouvelles activités autorisées, le document original attestant la constitution du montant des garanties financières défini à l'article 1.6.1, document établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

ARTICLE 1.7 - IMPLANTATION

Les installations ne sont pas implantées à une distance minimale des limites de l'établissement au vu du contexte local d'enclavement de la propriété par des zones agricoles et par l'aire de grand passage

Cependant une chaussée en bitume ou une voie de circulation semi étanche et/ou un merlon paysager sont présents entre les limites de propriété et les installations.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et
traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de
Maisoncelles-en-Brie (77 580)

ARTICLE 1.8 - DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ainsi que les versions mises à jour ultérieurement,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par le présent arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par le présent arrêté d'autorisation,
- le présent arrêté préfectoral relatif aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 1.9 - OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de Maisoncelles-en-Brie (77 580)

ARTICLE 1.10 - CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités mises en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits utilisés et/ou stockés et des installations du site.

TITRE 2 - RÈGLES D'AMÉNAGEMENT DU SITE

ARTICLE 2.1 - IDENTIFICATION DE L'ÉTABLISSEMENT

À proximité immédiate de l'entrée principale du site est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont notés :

- installations classées pour la protection de l'environnement,
- numéro et date du présent arrêté,
- raison sociale et adresse de l'exploitant,
- jours et heures d'ouverture de l'établissement,
- interdiction d'accès à toute personne non autorisée,
- numéros de téléphone de l'exploitant et de la police nationale ou de la gendarmerie.

Le panneau est en matériaux résistants, les inscriptions sont indélébiles.

ARTICLE 2.2 - IMPERMÉABILISATION DU SOL

Les zones nécessitant une canalisation des effluents pour éviter leur infiltration sont imperméabilisées.

ARTICLE 2.3 - ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT

Le site est intégralement clôturé de manière à interdire toute entrée non autorisée. Toutes dispositions sont prises pour qu'en cas de détérioration cette clôture soit réparée dans les plus brefs délais.

L'entrée dans l'établissement est commandée par un poste de contrôle occupé en permanence pendant les heures d'ouvertures.

Le site est en permanence sous vidéo-surveillance. Ce dispositif de sécurité est continuellement relié à un centre de surveillance. Le personnel de surveillance est familiarisé avec les installations et les risques qu'elles présentent.

L'établissement est équipé d'un (ou plusieurs) pont(s) bascule(s) d'une capacité minimale de 50 tonnes et d'un dispositif enregistreur permettant de connaître le tonnage de déchets entrant ou sortant de l'établissement. Le système de pesage est conforme à un modèle approuvé et contrôlé périodiquement en application de la réglementation relative à la métrologie légale.

L'établissement est également équipé, au niveau du (ou des) pont(s) bascule(s), d'un système de détection de la radioactivité permettant de contrôler l'ensemble des chargements entrant sur le site. Ce système et l'ensemble des automatismes associés sont vérifiés et étalonnés périodiquement, a minima une fois par an, par un organisme compétent et habilité en matière de radioactivité.

ARTICLE 2.4 - GESTION DES INSTALLATIONS

L'exploitation des installations visées par le présent arrêté est confiée à une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et techniquement compétentes. Les capacités techniques du personnel sont périodiquement évaluées par l'exploitant. Les résultats de ces évaluations sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.5 - TRANSPORTS, CHARGEMENT, DÉCHARGEMENTS

Les accès et sorties de l'établissement sont aménagés (signalisation,...) de manière à ce que l'entrée ou la sortie de camions ne puisse pas perturber le trafic routier alentour ou être source de risques pour les tiers à proximité de l'établissement.

En particulier, l'exploitant est tenu :

- de proscrire le stationnement de ces véhicules à l'extérieur de l'établissement. Ces derniers doivent pouvoir être immédiatement accueillis sur les aires de stationnement internes,
- d'optimiser le chargement des véhicules et les trajets afin de limiter les déplacements et réduire l'impact sur le trafic ;
- d'organiser le contournement du bourg de Maisoncelles-en-Brie par le trafic routier lié à l'activité de l'établissement.

Les aires de déchargement des déchets et de chargement des matériaux valorisables sont nettement délimitées, séparées et clairement signalées.

Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport de façon à éviter tout dépôt de déchets, même temporaire, en dehors de ces aires.

Le sol des aires de déchargement et de chargement et d'entreposage est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction éventuelles.

Les surfaces en contact avec les déchets résistent à l'abrasion et sont suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières. L'exploitant en assure en permanence la propreté.

Toute opération de chargement ou de déchargement d'un véhicule est placée sous la surveillance permanente d'une personne de l'établissement. Cette dernière est instruite des dangers et risques que représentent de telles opérations, en particulier de la conduite à tenir en cas de déversement accidentel.

TITRE 3 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

ARTICLE 3.1 - PRINCIPES GÉNÉRAUX

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Le brûlage à l'air libre est strictement interdit.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses, à savoir :

- les voies de circulation, aires de stationnement des véhicules, aires de déchargement et de chargement des déchets sont aménagées (forme de pente, revêtement...) et nettoyées convenablement et régulièrement ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules est obligatoire ;
- tous les postes ou parties d'installations où sont pratiquées des opérations génératrices de poussières sont soit capotés et munis d'un dispositif de captation relié à un dispositif de dépoussiérage d'un rendement satisfaisant, soit équipés d'un dispositif d'arrosage ;
- l'intérieur des ateliers, les machines, etc, font l'objet de nettoyages fréquents ;
- les dépôts ou stockages au sol susceptibles de créer une source d'émission de poussières sont traités en conséquence ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place autour de l'installation.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.2 - IDENTIFICATION DES SOURCES DE POLLUTION DE L'AIR

Les rejets atmosphériques de l'établissement sont composés :

- des gaz d'échappement des engins, des véhicules du personnel et des chauffeurs-livreurs,
- des poussières liées à la nature des déchets du BTP,
- des émissions issues de la centrale béton.

ARTICLE 3.3 - LIMITATION DES REJETS

ARTICLE 3.3.1 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ACCIDENTELLE

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles (accumulation de fumées, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, même en cas de fonctionnement anormal des installations) et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les solutions apportées sont consignés dans un registre.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de Maisoncelles-en-Brie (77 580)

ARTICLE 3.3.2 - EXPLOITATION DE LA CENTRALE À BÉTON

Les consignes d'exploitation de la centrale à béton comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt de la centrale béton ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.3.3 - EXPLOITATION DES ENGINS À MOTEUR

Les véhicules ne doivent pas être stationnés moteur tournant, sauf en cas de nécessité d'exploitation ou de force majeure.

Ils sont équipés de moteurs thermiques répondant aux normes en vigueur. Toute anomalie est systématiquement corrigée.

Les trajets sont optimisés afin de limiter les déplacements.

ARTICLE 3.3.4 - GESTION DES POUSSIÈRES

Un brumisateur est utilisé pour l'arrosage des déchets et des voies de circulation en période sèche.

Lors des opérations de chargement/déchargement des bennes, une attention particulière est portée afin de prévenir une trop forte génération de poussières.

Des masques respiratoires anti-poussières sont tenus à disposition du personnel.

ARTICLE 3.4 - SURVEILLANCE, CONTRÔLES

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des engins à moteurs et de la centrale à béton sont mesurés périodiquement, à minima annuellement, et si besoin en continu avec asservissement à une alarme.

L'exploitant réalise le suivi des retombées de poussières annuellement, conformément à la réglementation en vigueur. Un point de mesure des retombées de poussières est notamment placé au niveau de l'aire de grand passage des gens du voyage.

Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.5 - ODEURS

Tout dégagement d'odeurs doit être immédiatement combattu par des actions efficaces et appropriées.

En particulier, les déchets organiques (déchets verts et terre végétale) sont susceptibles de générer une odeur. L'exploitant est tenu de manipuler régulièrement ces déchets afin d'éviter tout phénomène de fermentation aérobie et d'assurer rapidement leur prise en charge, leur traitement et leur évacuation afin de limiter la génération d'odeurs.

Sachant que la population des gens du voyage occupera l'aire de passage en saison estivale, la gestion de ces déchets est particulièrement suivie pendant la période estivale.

ARTICLE 3.6 - STOCKAGES ET MANIPULATIONS DE PRODUITS PULVÉRULENTS

L'amiante liée est gérée via une procédure spécifique, stockée dans des big-bags fermés et scellés eux-mêmes placés dans une benne fermée et étanche.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 4.1 - PRINCIPES GÉNÉRAUX

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables et de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux naturelles.

Tout déversement d'eaux résiduares traitées ou non dans une nappe souterraine est interdit.

Le sol des voies de circulation et de stationnement est incombustible, étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement, les eaux d'extinction éventuelles. L'exploitant en assure la propreté, en particulier à la sortie du site. Il veille à ce que les véhicules en sortant ne puissent pas réaliser d'export de boues ou de chute de matériaux sur les voies desservant son site empruntées par les camions via le lavage des roues des véhicules. Le cas échéant, il est procédé à un balayage mécanique des voiries.

Le lavage des appareillages ainsi que celui des sols ne doit être effectué qu'après collecte ou élimination des déchets, des produits chimiques concentrés éventuellement présents.

Les produits ainsi collectés sont soit recyclés, soit éliminés conformément aux dispositions du titre 7 du présent arrêté.

Toutes dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas de déversement accidentel de matières dangereuses, polluantes ou toxiques un relargage de ces eaux polluées vers le milieu naturel ou le réseau d'assainissement en cas de raccordement à ce dernier.

L'exploitant dispose notamment de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 4.2 - PRÉLÈVEMENTS D'EAU, FORAGES ET CONSOMMATIONS D'EAU

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. L'ensemble des eaux non susceptibles d'être polluées doivent notamment être prioritairement utilisées pour l'entretien des espaces verts et l'arrosage des voiries non bitumées lors des périodes sèches (prévention de l'envol des poussières).

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies d'eaux réalisables.

Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau. En particulier, ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

Les prélèvements d'eau par l'établissement, à l'exception des prélèvements liés à la lutte contre un incendie, n'excèdent pas 64 000 m³/an.

ARTICLE 4.3 - CONCEPTION, GESTION DES RÉSEAUX D'EAUX ET POINT DE REJET

ARTICLE 4.3.1 - NATURE DES EFFLUENTS

Le site produit les effluents suivants :

- les eaux usées (traitement au sein du système d'assainissement non communal) ;
- les eaux pluviales de ruissellement (traitement) ;
- les eaux pluviales de toiture ;
- les eaux issues du pompage en nappe ;
- les eaux issues de l'aire de lavage des véhicules et matériel ;
- les eaux d'extinction en cas d'incendie.

ARTICLE 4.3.2 - RÉSEAUX DE COLLECTE

Les réseaux de collecte permettent d'évacuer chacun des effluents visés à l'article 4.3.1 vers les traitements ou milieux récepteurs autorisés à les recevoir.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Le réseau du site est ainsi construit :

- les eaux usées après leur traitement au sein du système d'assainissement non communal rejoignent le réseau des eaux pluviales de ruissellement avant leur traitement ;
- les eaux pluviales de toiture sont dirigées vers un puisard pour régulation du flux ou sont déversées direct dans le réseau des eaux pluviales de ruissellement en cas de forte pluie ;
- les eaux pluviales de ruissellement, après leur traitement et régulation et après l'ajout des eaux usées traitées et des eaux pluviales de toiture en cas de forte pluie, se déversent dans le bassin de process ;
- les eaux de lavage, après traitement, rejoignant les eaux de ruissellement ;
- les eaux issues du pompage en nappe alimentent directement le bassin de process.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ces schémas sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 4.3.3 - TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Article 4.3.3.1. Eaux usées

Les eaux des sanitaires et des lavabos sont traités en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de Maisoncelles-en-Brie (77 580)

Article 4.3.3.2. Eaux pluviales de ruissellement

Les eaux pluviales issues des zones imperméabilisées passent dans décanteurs-déhuileurs avant rejet dans le bassin de process. Ces décanteurs-déhuileurs sont conçus, entretenus, exploités et surveillés de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition, etc.). Les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet, conformément aux dispositions du titre 7 du présent arrêté.

Article 4.3.3.3. Eaux pluviales de toiture

Les eaux pluviales de toiture ne sont pas susceptibles d'être polluées ; elles ne sont pas traitées. Elles sont stockées directement dans le bassin de process.

Article 4.3.3.4. Eaux de lavage des engins et véhicules

Les eaux de lavage sont récupérées et traitées via un débourbeur puis par un séparateur d'hydrocarbures.

Article 4.3.3.5. Eaux d'extinction d'un incendie

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour qu'en cas d'écoulement de matières polluantes entraînées par les eaux d'extinction d'un incendie, celles-ci soient canalisées, récupérées et traitées afin de prévenir tout risque de pollution des réseaux communaux, des sols et des cours d'eau.

Le rejet dans le milieu naturel des eaux d'extinction d'un incendie respecte, après analyses, les dispositions de l'article 4.5 du présent arrêté. Dans le cas contraire, ces effluents sont considérés comme des déchets et éliminés dans des installations dûment autorisées conformément aux dispositions du titre 7.

ARTICLE 4.3.4 - CONDITIONS DE REJET

Un unique point de rejet en milieu naturel dans le ru du Liéton en provenance du bassin est autorisé.

Ce rejet n'est prévu qu'en cas de forte pluie et donc de saturation du bassin de process. Le bassin contient un mélange des effluents décrits au point 4.3.2., une fois que les effluents susceptibles de charrier des polluants ont été traités (eaux usées et eaux pluviales de ruissellement).

Tous les effluents du site sont utilisés au sein des différentes activités du site. Le site ne produit aucun effluent en sortie de process industriel. Seules des boues industrielles sont produites, dont certaines reçoivent un traitement physico-chimique. Elles sont éliminées en installations agréées.

ARTICLE 4.4 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 4.4.1 - PRINCIPES GÉNÉRAUX

Toutes dispositions sont prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux ou du sol.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières, produits et déchets doit être étanche incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

L'évacuation éventuelle des effluents après accident est conforme aux prescriptions du présent arrêté.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de Maisoncelles-en-Brie (77 580)

Des consignes sont établies pour définir la conduite à tenir en cas de déversement accidentel.

L'ensemble des forages (puits, piézomètres, etc) et l'équipement de ces ouvrages assurent, pendant toute la durée du forage et de l'exploitation, une protection des eaux souterraines contre l'interconnexion de nappes d'eau distinctes et le risque d'introduction de pollution de surface.

Les travaux d'obturation ou de comblement assurent la protection des nappes phréatiques contre tout risque d'infiltration ou d'interconnexion. Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.4.2 - DÉCHETS D'EXPLOITATION

Les déchets et résidus sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

ARTICLE 4.4.3 - GESTION DU REJET EN MILIEU NATUREL

Le bassin de process est équipé d'un obturateur en cas de pollution des eaux du bassin.

ARTICLE 4.5 - CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DES EAUX DE REJET

La dilution des effluents est interdite. Ces effluents respectent les caractéristiques et les valeurs limites suivantes :

- absence de matières flottantes et de débris solides ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- température : $\leq 28^{\circ}\text{C}$;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- DCO : 125 mg/l ;
- DBO5 : 100 mg/l ;
- rapport DCO/DBO5 inférieur ou égal à 2,5 ;
- matières en suspension totales : 35 mg/l ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;
- indice phénols : 0,3 mg/l,
- chrome hexavalent : 0,1 mg/l,
- cyanures totaux : 0,1 mg/l,
- métaux totaux : 15 mg/l ;
- AOX : 1 mg/l ;
- arsenic : 0,1 mg/l.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et
traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de
Maisoncelles-en-Brie (77 580)

Les analyses précitées sont réalisées trimestriellement par un organisme extérieur agréé. Les méthodes d'échantillonnage, les mesures ou les analyses pratiquées sont conformes à celles définies par les réglementations et normes françaises ou européennes en vigueur. Le jour des prélèvements est déterminé de façon à ce que les rejets soient représentatifs d'un fonctionnement normal des installations.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne sur 24 heures et aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Tout rejet d'effluents incompatible avec les limites fixées ci-dessus est interdit.

Au cas où la qualité des effluents ne permettrait pas leur rejet vers le milieu naturel, ces effluents seront considérés comme des déchets et éliminés dans des installations appropriées et dûment autorisées, conformément aux dispositions du titre 7 du présent arrêté.

Les rapports établis à cette occasion sont accompagnés de commentaires éventuels expliquant les anomalies constatées (incidents, teneurs anormales, etc.) et des mesures éventuelles prises ou envisagées visant à revenir à une situation normale.

Les résultats de cette auto-surveillance sont renseignés dans l'application étatique GIDAF et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

ARTICLE 5.1 - LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

ARTICLE 5.1.1 - VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE ET NIVEAUX DE BRUIT MAXIMUM

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

- valeurs limites d'émergence :

Niveau de bruit ambiant existant (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible de jour (1)	Émergence admissible de nuit (2)
Supérieur à 35 dB(A) mais inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

- niveaux de bruit :

Emplacement	Niveau limite en dB(A)	
	Jour (1)	Nuit (2)
En tout point de la limite de propriété de l'établissement	70	60

(1) de 7 à 22 heures en semaine sauf dimanches et jours fériés

(2) de 22 à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés

ARTICLE 5.1.2 - AUTRES SOURCES DE BRUIT

Certains équipements spécifiques (broyeurs, concasseur-cribleur, trommels, compacteurs, presse, trémis, etc.) sont conformes à la législation en matière de limitation des nuisances sonores.

L'installation de concassage est éloignée de l'aire de grand passage et le merlon aménagé sur le pourtour du site est conservé et entretenu.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 5.2 - MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant fait réaliser à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, aux jours où les cadences sont les plus élevées, sur une durée d'une demi-heure au moins. Cette mesure est réalisée notamment lors de la présence des gens du voyage sur l'aire de passage (ouverture estivale).

Cette mesure est effectuée trois mois au maximum après la fin de chaque phase de travaux, puis tous les ans une fois le site ayant atteint son fonctionnement projeté.

Le rapport établi à ces occasions est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant sa réception, accompagné de commentaires éventuels sur les

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et
traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de
Maisoncelles-en-Brie (77 580)

dépassements constatés et des mesures éventuelles prises ou envisagées visant à revenir à une situation normale.

ARTICLE 5.3 - NUISANCES VIBRATOIRES

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 86.23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Une attention particulière est portée au concasseur-cribleur.

ARTICLE 5.4 - LIMITATION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

En phase travaux, ces derniers sont réalisés en période diurne.

En phase d'exploitation, le site étant déjà existant, la configuration des installations lumineuses n'est pas modifiée. L'établissement ne fonctionne que durant les heures diurnes.

En phase de pénombre, les émissions lumineuses sont celles des systèmes d'éclairage des véhicules et celles des projecteurs répartis à proximité des bâtiments. Un système de mât d'éclairage peut être employé afin d'éclairer les zones de travail.

Cependant, les projecteurs et le système de mât d'éclairage ne sont pas dirigés en direction de l'aire de grand passage quand celle-ci est occupée.

ARTICLE 5.5 - PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ – PROPRIÉTÉ

L'exploitant conserve le merlon paysager en limites de propriété et compense la réduction de l'emprise du merlon à l'Est du site par la mise en place d'un merlon au Nord-Est planté d'essences indigènes.

Lors de la phase travaux du projet, l'exploitant est tenu :

- de s'assurer du passage d'un écologue avant le début de chaque phase de travaux et
- d'engager les travaux affectant les merlons uniquement entre les mois de septembre et février afin qu'ils ne coïncident pas avec les dates de nichée des oiseaux en voie de disparition susceptibles d'être trouvés autour du site.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'établissement (entrée du site, limite commune avec l'aire de grand passage, éventuels émissaires de rejets, etc.) font l'objet d'une maintenance régulière.

Les éléments légers qui se seront dispersés dans et hors de l'établissement sont régulièrement ramassés.

ARTICLE 5.6 - RISQUE LÉGIONELLES

Un suivi du risque de développement de légionelles au niveau du brumisateurs installé afin d'éviter l'envol de poussières issues du fonctionnement des installations ou du stockage des matériaux lors de la période de fonctionnement du brumisateurs est réalisé mensuellement conformément à la réglementation en vigueur.

Les résultats de cette auto-surveillance sont renseignés dans l'application étatique GIDAF et le bilan annuel des résultats de l'année n-1 est transmis à l'inspection des installations classées entre le 1^{er} janvier et le 15 février de chaque année.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES

ARTICLE 6.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 6.1.1 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET COMPORTEMENT AU FEU

Les bâtiments, locaux et les aires de stockage des déchets sont conçus et aménagés de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible.

ARTICLE 6.1.2 - ORGANISATION DES STOCKAGES

Les déchets du pôle déchetterie sont stockés dans des casiers conformément aux plans fournis dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

Les quantités maximales de déchets pouvant être entreposés sur le site sont :

– déchets dangereux : 44 tonnes dont :

- DEEE : 2 tonnes,
- amiante liée : 42 tonnes ;

– déchets non dangereux : 750 m³ dont :

- déchets verts : 200 m³,
- déchet industriel banal : 300 m³,
- plâtre : 30 m³,
- plastiques : 30 m³,
- métaux-ferrailles : 50 m³,
- bois : 100 m³,
- verre : 10 m³,
- pneumatiques : 30 m³,
- bétons : 14 750 m³,
- ballast : 2 500 m³,
- terres et cailloux inertes : 22 625 m³,
- terres non inertes non dangereuses : 5 000 m³,
- ferrailles à béton : 500 m³.

ARTICLE 6.1.3 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

ARTICLE 6.1.4 - ACCESSIBILITÉ DES ENGINS DE SECOURS À PROXIMITÉ DE L'INSTALLATION

Les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

La desserte des installations par des voies répondants aux critères en vigueur. Le site dispose d'une seule voie d'accès au site et d'une voie d'accès à la réserve incendie.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et
traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de
Maisoncelles-en-Brie (77 580)

Toutes dispositions sont prises pour une intervention rapide des secours et la possibilité d'accéder aux différentes zones du site (pôle déchetterie, gestion et valorisation des déchets du BTP, base vie, etc.).

ARTICLE 6.1.5 - DISPOSITIFS DE RÉTENTION ET DE CONFINEMENT DES DÉVERSEMENTS ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES

I. — Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

III. Dispositions spécifiques aux réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

IV. Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de Maisoncelles-en-Brie (77 580)

d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

V. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

VI. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

La rétention des eaux d'extinction incendie est assurée par un bassin étanche enterré de régulation des eaux pluviales et de ruissellement de 1 102 m³. Il est doté d'une vanne d'isolement faisant l'objet d'une procédure de fermeture en cas de sinistre. Le fonctionnement de cette vanne est contrôlé régulièrement, a minima annuellement, et ce contrôle est consigné sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

ARTICLE 6.2 - DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 6.2.1 - LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et
traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de
Maisoncelles-en-Brie (77 580)

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

ARTICLE 6.2.2 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle de l'accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

ARTICLE 6.2.3 - POUSSIÈRES INFLAMMABLES ET EXPLOSION

L'ensemble de l'installation est conçu de façon à limiter les accumulations de poussières inflammables hors des dispositifs spécialement prévus à cet effet.

Lorsque ce risque d'accumulation existe néanmoins, l'installation est munie de dispositifs permettant un nettoyage aisé et la limitation des effets de surpression interne dans les appareils. Ce nettoyage est effectué régulièrement.

Des mesures particulières d'inertage sont prises pour la manipulation de poussières inflammables lorsqu'elles sont associées à des gaz ou vapeurs inflammables.

Tout stockage de matières pulvérulentes inflammables ou explosives est équipé d'un dispositif d'alarme de température ou de tout autre paramètre significatif lorsqu'une augmentation de celle-ci risque d'entraîner des conséquences graves.

Les cuves contenant des produits inflammables, explosibles, etc, sont munies d'évents d'explosion correctement dimensionnés, qui sont conçus et exploités conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6.3 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 6.3.1 - MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Article 6.3.1.1. Définition des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques établie par l'exploitant.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant est en mesure de justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Plus précisément, ces moyens de lutte contre l'incendie comportent au minimum :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation,
- une réserve incendie enterrée d'un volume de 120 m³, alimentée via le forage du site et alimentant via une motopompe les trois points d'eau incendie du site à hauteur de 60 m³/h en tout temps. Une motopompe de secours, de capacité équivalente, est prévue en cas de défaillance de la principale.

Les trois points d'eau de DN 100 respectent les caractéristiques suivantes :

- la conformité aux normes NF EN 14 339 (février 2006) avec NF EN 14 339/CN (décembre 2018) et NF EN 14 384 (février 2006) avec NF EN 14 384/CN (décembre 2018),
- le débit et la pression mesurés individuellement et en simultané, sur les points d'eau incendie ne sont pas inférieurs à 60 m³/h sous 1 bar sans dépasser 8 bars,
- leur implantation est prévue à moins de 100 mètres des zones à risques de l'installation.

L'exploitant est tenu de transmettre, avant la mise en exploitation, à monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours, l'attestation délivrée par l'installateur des points d'eau.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Article 6.3.1.2. Protections individuelles

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant aux gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones présentant un risque toxique.

Ces protections individuelles sont accessibles en toutes circonstances et adaptées aux interventions normales ou aux circonstances accidentelles.

ARTICLE 6.3.2 - ORGANISATION

L'exploitant établit un plan de défense incendie pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs.

Les règles d'urgence à adopter en cas de sinistre sont portées à la connaissance du personnel et affichées.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et
traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de
Maisoncelles-en-Brie (77 580)

Ce plan est tenu régulièrement à jour.

Le personnel est entraîné périodiquement à l'application de ces consignes.

TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 7.1 - CONFORMITÉS AUX PLANS D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

La gestion des déchets respecte les orientations définies dans le Plan régional de prévention et de gestion des déchets.

ARTICLE 7.2 - ORGANISATION

L'exploitant organise le tri, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette organisation fait l'objet d'une procédure écrite régulièrement mise à jour. Le tri est notamment effectué conformément au conformément à l'article L.541-2-1 du Code de l'environnement.

Pendant la phase de travaux, les déchets sont triés et acheminés vers des filières de traitement appropriées.

Pendant l'exploitation de l'établissement, l'exploitant assure la collecte, le regroupement, le traitement et la valorisation de déchets du BTP. Cette gestion des déchets est compatible avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France.

ARTICLE 7.3 - STOCKAGE DES DÉCHETS

Le stockage temporaire de déchets dans l'enceinte de l'établissement est réalisé dans des conditions qui ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement.

Les déchets (chiffons, papiers,...) imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques sont conservés en récipients clos en attendant leur traitement ou leur élimination.

Toutes précautions sont prises pour que :

- les mélanges de déchets ne soient pas à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs,
- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus antérieurement dans l'emballage,
- les emballages soient repérés par les seules indications concernant le déchet,
- les déchets conditionnés en emballages soient stockés sur des aires couvertes et ne puissent pas être gerbés sur plus de 2 hauteurs.

Les déchets ne sont stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envols.

Les bennes contenant des déchets dangereux sont couvertes ou placées à l'abri des intempéries. Les bennes pleines ne restent pas plus de deux semaines sur le site, sauf en cas d'indisponibilité de la filière de traitement ou d'élimination.

Les cuves servant au stockage de déchets sont réservées exclusivement à cette fonction et portent les indications permettant de reconnaître lesdits déchets.

Les résidus issus du traitement par lavage des matériaux du BTP, potentiellement dangereux, sont stockés sous un auvent sur une dalle étanche, à l'abri des intempéries, de la pluie et du vent, afin de limiter les risques de pollution liés à du ruissellement d'eaux pluviales.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de Maisoncelles-en-Brie (77 580)

ARTICLE 7.4 - TRAITEMENT DES DÉCHETS

Tous les déchets, qui ne peuvent être éliminés ou valorisés à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, sont traités dans des installations dûment déclarées ou autorisées à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant est tenu de s'en assurer régulièrement et de pouvoir le justifier à tout moment.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets générés par ses activités.

Un tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre, les métaux est effectué en vue de leur valorisation. En cas d'impossibilité, justification est apportée à l'inspection des installations classées.

Les déchets d'emballages non dangereux sont éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du Code de l'environnement.

Les déchets d'emballages dangereux vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions sont renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils sont éliminés comme des déchets dangereux dans les conditions définies au présent arrêté.

Les piles et accumulateurs usagés sont éliminés conformément à l'article R. 543-131 du Code de l'environnement.

Les huiles usagées sont récupérées et évacuées conformément aux dispositions des articles R. 543-3 à R. 543-16 du Code de l'environnement. Elles sont remises à un ramasseur agréé pour le département en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées.

Les pneumatiques usagés sont éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-139 à R. 543-151 du Code de l'environnement. Ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installation d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent des déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

L'exploitant est en mesure de justifier le caractère ultime, au sens de l'article L. 541-2-1 du Code de l'environnement, des déchets mis en décharge.

ARTICLE 7.5 - REGISTRES RELATIFS AU TRAITEMENT DES DÉCHETS DANGEREUX

L'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets et des produits et matières issues de la valorisation des déchets, conformément aux dispositions prévues par les articles L.541-7 et R.541-43 du Code de l'environnement.

TITRE 8 - IMPLANTATION ET AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL DES INSTALLATIONS

ARTICLE 8.1 - ADMISSION DES DÉCHETS

ARTICLE 8.1.1 - ZONE DE CHALANDISE ET ORIGINE DES DÉCHETS

Les déchets acceptés sur le site proviennent en priorité de l'Île-de-France.

Des déchets peuvent également provenir de l'ensemble de la France dès lors qu'il est démontré l'absence de solution alternative.

La société admet sur le pôle déchetterie des déchets apportés en petites quantités par les artisans, commerçants, PME et PMI.

ARTICLE 8.1.2 - PROCÉDURE D'ADMISSION

À son arrivée sur le centre, chaque chargement est contrôlé visuellement et olfactivement puis passe par le pont bascule afin d'être pesé.

Un affichage des déchets pris en charge est installé et visible à l'entrée du site. Les déchets non listés ne sont pas admis et une procédure de refus est suivie le cas échéant.

Sont admis les déchets suivants :

- des déchets non dangereux issus d'activités économiques (DIB, déchets de plâtre, déchets verts, métaux-ferrailles, bois, papiers, cartons, déchets plastiques, verre...) ;
- des déchets spéciaux : déchets d'amiante liée à des matériaux inertes, DEEE, pneumatiques et huiles.

L'exploitant est toujours en mesure de justifier l'origine, la nature, et les quantités de déchets qu'il reçoit. Chaque admission, chaque refus et chaque départ de déchets sur l'installation de stockage sont portés sur un registre renseigné chronologiquement conformément à l'article 7.5 du présent arrêté et sur lequel sont notés les renseignements suivants :

- la date de réception,
- le nom et l'adresse du détenteur des déchets,
- la nature et la quantité des déchets reçus (code du déchet),
- l'identité du transporteur,
- le numéro d'immatriculation du véhicule,
- l'opération subie par les déchets.

L'exploitant délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur la zone de stockage.

En cas de refus de prise en charge de tout ou partie d'un chargement de déchets, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) de collecte ou le détenteur du déchet.

ARTICLE 8.2 - IMPLANTATION ET SÉPARATION DES ZONES DE DÉCHARGEMENT

Les zones de stockage des déchets sont implantées conformément au plan du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Tous les déchets ayant été admis préalablement seront déposés sur des aires dédiées à chaque nature de déchets, soit en bennes soit en casier. Chaque déchargement est systématiquement effectué sous la surveillance et la responsabilité d'un employé de la société.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et
traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de
Maisoncelles-en-Brie (77 580)

À l'occasion de chaque déchargement, le personnel du site s'assure que la totalité du chargement correspond bien à la qualité du déchet qui avait été préalablement annoncée et vérifiée à l'entrée du site (lors du contrôle et de la pesée initiale).

Les déchets dangereux sont séparés des déchets non dangereux par leur isolement en benne.

ARTICLE 8.3 - RÉCEPTION DE DÉCHETS RADIOACTIFS

ARTICLE 8.3.1 - DISPOSITIF DE DÉTECTION

Les apports sont systématiquement contrôlés à l'aide du système de détection de radioactivité disponible à l'entrée du site.

ARTICLE 8.3.2 - MESURES PRISES EN CAS DE DÉTECTION DE DÉCHETS RADIOACTIFS

Une procédure de gestion des déchets radioactifs est mise en place sur site et l'ensemble du personnel est formé à la conduite à tenir en cas de détection confirmée de la présence de matières radioactives dans un chargement.

ARTICLE 8.4 - DÉCHETS INTERDITS

Ne sont pas admis les déchets suivants :

- les ordures ménagères,
- les déchets d'activités de soins,
- les déchets radioactifs,
- les déchets explosifs et emballages ayant contenu des produits explosifs,
- les boues de station d'épuration,
- les déchets contenant des PCB-PCT,
- les déchets contenant de l'amiante libre,
- les cendres et matières de vidange,
- les véhicules usagés,
- les batteries.

TITRE 9 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA PLATEFORME DE TRANSIT DE DÉCHETS D'AMIANTE ET DE DEEE

ARTICLE 9.1 - ORIGINE ET QUANTITÉ DE DÉCHETS ADMISSIBLES – VOLUMÉTRIE DE LA ZONE DE STOCKAGE – DURÉE PRÉVISIONNELLE D'EXPLOITATIONS

ARTICLE 9.1.1 - ORIGINE

Les déchets d'amiante liée sont essentiellement les matériaux de construction dans lesquels les fibres d'amiante sont intégrées à une matrice solide. Le risque de dispersion des fibres ne peut intervenir qu'à l'occasion de travaux de dénaturation du matériau (perçage, sciage, casse, démolition...).

Les formes les plus fréquentes sont les tuyaux, éléments de bardage et de toiture, supports inertes revêtus de colle amiantée ou de dalles en vinyle amiante.

ARTICLE 9.1.2 - QUANTITÉ ET VOLUMÉTRIE DES ZONES DE STOCKAGE

La quantité d'amiante liée présente sur site autorisée est de 42 tonnes.

Le volume d'amiante liée autorisé est 30 m³.

La quantité de DEEE présente sur site autorisée est de 2 tonnes.

Le volume de DEEE autorisé est 10 m³.

ARTICLE 9.2 - CRITÈRES ET PROCÉDURE D'ACCEPTATION DES DÉCHETS DANGEREUX

ARTICLE 9.2.1 - DÉCHETS D'AMIANTE LIÉE

L'exploitant vérifie que les déchets contenant de l'amiante arrivent sur le site en double conditionnement étanche et étiqueté « amiante ».

Tout conditionnement doit être identifié et fermé au moyen d'un scellé numéroté. Le scellé mentionne le numéro de SIRET de l'entreprise qui a conditionné l'amiante et un numéro d'ordre permettant l'identification univoque du conditionnement.

L'exploitant vérifie également que le chargement est accompagné d'un Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés (BSDA) sur lequel sont indiqués les numéros des scellés et qui précise :

- l'identité du maître d'ouvrage qui a commandé les travaux de désamiantage,
- l'identité de l'entreprise qui a effectué les travaux de désamiantage,
- l'identité du transporteur.

Lorsque le déchet est définitivement accepté sur la zone de stockage, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur ou détenteur du déchet.

Pour un chargement donné, l'exploitant peut justifier le lieu précis du stockage et les numéros de scellés.

En cas de non présentation de l'exemplaire original du document de suivi ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, le chargement est refusé. L'exploitant de l'installation de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard 12 heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement à l'inspection des installations classées et au

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et
traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de
Maisoncelles-en-Brie (77 580)

producteur, ou détenteur, du déchet et, si nécessaire, aux différents intermédiaires notés sur le bordereau de suivi.

ARTICLE 9.2.2 - DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES

Les DEEE ne font pas l'objet d'une procédure d'acceptation spéciale.

ARTICLE 9.3 - AMÉNAGEMENT DE LA ZONE DE STOCKAGES

ARTICLE 9.3.1 - DÉCHETS D'AMIANTE LIÉE

L'exploitant met à disposition des usagers les moyens d'ensachage des déchets d'amiante liée, avec les EPI spécifiques utilisés pour la manipulation de ces déchets.

L'exploitant met en place sur site des bennes à couvercle étanches afin d'y disposer les big-bags et autres emballages d'amiante. Une zone est clairement signalée autour de ces bennes de dépôt spécifique. La manutention et dépose des déchets est faite avec précaution et sous contrôle d'un membre du personnel.

ARTICLE 9.3.2 - DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES

Les DEEE sont stockés en benne.

ARTICLE 9.4 - RÈGLES D'EXPLOITATIONS

ARTICLE 9.4.1 - DÉCHETS D'AMIANTE LIÉE

Le site abrite uniquement une activité de regroupement et transit de déchets d'amiante liée sans traitement.

Les déchets amiantés ont pour exutoire final son élimination. La traçabilité des déchets d'amiante liée est complétée avec le Bordereau de Suivi des Déchets d'Amiante (BSDA).

ARTICLE 9.4.2 - DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES

Le site abrite uniquement une activité de regroupement et transit de DEEE sans traitement.

Les DEEE ont pour exutoire final une installation agréée dédiée pour la valorisation.

TITRE 10 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'INSTALLATION DE TRAITEMENT DE DÉCHETS VERTS ET DE TERRES NON INERTES NON DANGEREUSES

ARTICLE 10.1 - ORIGINE ET QUANTITÉ DE DÉCHETS ADMISSIBLES – VOLUMÉTRIE DE LA ZONE DE STOCKAGE

ARTICLE 10.1.1 - ORIGINE

Les déchets verts sont des résidus d'origine végétale issus des activités de jardinage (en provenance de particuliers) et d'entretien des espaces verts (en provenance des services techniques des collectivités).

ARTICLE 10.1.2 - QUANTITÉ ET VOLUMÉTRIE DES ACTIVITÉS

La capacité maximale de broyage de déchets verts est de 560 t/j.

Les déchets verts broyés sont ensuite stockés sur une aire dédiée permettant de stocker un volume de 200 m³.

La capacité maximale de traitement de terres non dangereuses non inertes est de 500 t/j.

Après acceptation, les terres non inertes non dangereuses sont stockées sur une aire dédiée de 1 200 m².

ARTICLE 10.2 - CRITÈRES ET PROCÉDURE D'ACCEPTATION DES DÉCHETS NON DANGEREUX

ARTICLE 10.2.1 - DÉCHETS VERTS

À leur arrivée, les déchets verts sont admis selon la procédure en place et décrite à l'article 9.1 du présent arrêté.

ARTICLE 10.2.2 - TERRES NON DANGEREUSES NON INERTES

Les terres non inertes non dangereuses sont définies par les critères d'acceptation relatifs aux seuils de non dangerosité fixés par la Décision n°2003/33/CE du 19/12/02 et la Charte de stockage de la FNADE.

ARTICLE 10.3 - AMÉNAGEMENT DES ZONES DE TRAITEMENT DES DÉCHETS NON DANGEREUX

ARTICLE 10.3.1 - BROYAGE DES DÉCHETS VERTS

Les déchets verts sont broyés et stockés en partie Sud du pôle déchetterie, lui-même au sud-ouest du site.

Les piles de déchets verts, broyés ou non, sont espacés au minimum de 5 mètres et en tout cas d'une largeur suffisante permettant la mise en œuvre rapide des moyens de secours contre l'incendie. La hauteur de ces piles ne doit pas excéder cinq mètres.

Le stockage de déchets de bois sous une ligne électrique à très haute tension est strictement interdit. Le cas échéant, cette interdiction fait l'objet d'une signalisation efficace.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-20/DCSE/BPE/IC du 12 avril 2022
autorisant la société « WIAME RM » à étendre et exploiter l'installation de transit, concassage et
traitement de déchets issus du BTP, située Étang Morillas sur le territoire de la commune de
Maisoncelles-en-Brie (77 580)

ARTICLE 10.3.2 - TRI-TRANSIT DES TERRES NON DANGEREUSES NON INERTES

Les terres sont stockées en zone nord-est du site.

Si plusieurs origines de terres sont stockées en simultanée, les lots sont séparés via des plots béton amovibles afin de conserver la traçabilité des déchets et ne pas mélanger divers polluants pouvant être rencontrés dans les terres.

ARTICLE 10.4 - RÈGLES D'EXPLOITATIONS

Les déchets verts sont broyés.

Les terres non dangereuses non inertes sont criblées afin d'en extraire la fraction valorisable. La fraction non valorisable est envoyée en installation agréée dédiée.

La valorisation ou l'élimination de ces déchets sont assurées dans des installations dûment autorisées à cet effet.

L'exploitant s'assure que les filières de traitement retenues sont adaptées à une bonne valorisation ou élimination.

Les filières de valorisation ou d'élimination sont choisies avec pour objectif d'avoir le plus faible impact sur l'environnement à un coût économiquement acceptable.

Chaque évacuation de déchets valorisables fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, les références de l'installation de valorisation, la nature et la quantité de déchets, et si nécessaire les références du transporteur.

Ces informations sont portées sur un registre spécifique des sorties tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Tout refus de prise en charge d'un lot de déchets de bois broyés par l'installation destinataire de valorisation ou d'élimination est signalé dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées. A cet effet, l'exploitant précise par écrit la date du refus, la nature du déchet et sa quantité, les références du producteur et du transporteur, le mode de conditionnement, le motif de refus de prise en charge par l'installation destinataire, et les dispositions prises pour remédier au problème rencontré.

TITRE 11 - BILANS PÉRIODIQUES

ARTICLE 11.1 - DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES ET DES DÉCHETS

Conformément aux dispositions de l'article R. 541-44 du Code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, l'exploitant déclare chaque année à l'administration les émissions polluantes dans l'air, dans l'eau et dans le sol de son établissement ainsi que la nature, les quantités et la destination des quantités de déchets dangereux et non dangereux produits.

La déclaration est effectuée par voie électronique avant le 31 mars de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées.

ARTICLE 11.2 - BILAN ANNUEL D'ACTIVITÉ

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 31 mars de chaque année, un bilan annuel de l'année précédente portant sur :

- les utilisations d'eau et le bilan faisant apparaître éventuellement les économies réalisées ;
- l'origine, la nature et les quantités de déchets réceptionnés puis gérés sur l'établissement. Le bilan précise les voies d'élimination et de valorisation des déchets ;
- la nature et les quantités de déchets produits par l'établissement et leurs modes de traitements ;
- les résultats des surveillances des rejets dans l'air et dans le milieu naturel ;
- les aménagements et travaux divers réalisés sur le site ;
- tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations.

ARTICLE 11.3 - INFORMATION DU PUBLIC

Conformément à l'article R. 125-2 de code de l'environnement, l'exploitant adresse chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents précisés dans ce même article.

- L'exploitant adresse également ce dossier à la commission de suivi de site de son installation, si elle existe, conformément au point II de l'article R. 125-8 de code de l'environnement.

